

Vulnérabilité et exclusion des jeunes (YOVEX) en Guinée : principales conclusions

Dave Wybrow-Evans et Penda Diallo

Le projet YOVEX

En 2006, le groupe Conflit, Sécurité et Développement (CSDG) de King's College à Londres a lancé une étude sur la vulnérabilité et l'exclusion des jeunes dans sept pays ouest-africains afin de mieux comprendre les difficultés socioéconomiques et politiques rencontrées par les jeunes en Afrique de l'Ouest. Notre intérêt pour les jeunes de la région vient en partie de leur participation massive aux guerres civiles des pays du fleuve Mano et de leur rôle dans l'instabilité politique (violence électorale et autres conflits intergroupes) touchant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Partis de la conviction que les jeunes se trouvent au cœur à la fois des défis de la région mais aussi de ses opportunités en matière de développement et de sécurité durables, nous avons été confortés dans notre opinion par l'intérêt pour les jeunes que manifestent les organisations internationales telles que la CEDEAO, la Banque mondiale ou les Nations Unies. Si l'absence de conflit violent entre jeunes en Guinée (en comparaison avec les autres pays de la région) s'explique par les caractéristiques politiques, socioéconomiques et culturelles particulières de ce pays, ce calme est actuellement menacé par les échecs du gouvernement à améliorer la gouvernance et l'infrastructure nationale. Ce point est particulièrement important compte tenu du récent coup d'état militaire ayant suivi la mort de l'ancien président guinéen.

Ce que nous avons constaté en Guinée

- Les jeunes Guinéens jouent généralement un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale dans un contexte national et régional volatile sur le plan politique.
- Faute de pouvoir accéder aux canaux traditionnels de passage à l'âge adulte, de nombreux jeunes se sont engagés dans des activités économiques et civiques progressistes informelles pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs communautés.
- En cette période cruciale, il existe de véritables opportunités de soutenir l'initiative, l'esprit d'entreprise et le leadership des jeunes en environnement rural comme dans les contextes urbains.

Caractéristiques et besoins de la jeunesse guinéenne

- L'agitation des jeunes exprime davantage un mécontentement et une méfiance vis-à-vis de l'État – en particulier de la police – que des tensions entre différents groupes de jeunes.
- La condition de jeune – en particulier dans les régions rurales – est considérée comme un statut social pesant, affecté par l'existence de privilèges, du népotisme et l'exclusion économique et politique. L'aide apportée par l'État aux jeunes est vue comme étant confisquée par les élites et les personnes bien placées.
- Aux yeux des jeunes, l'éducation, l'emploi et la formation sont perçues comme des luxes hors de portée, tandis que l'auto-assistance, le travail indépendant, les groupes d'étude informels et la réduction de la pauvreté par des modes de vie informels constituent la norme.

Aide apportée par le gouvernement aux jeunes (et limites de ces efforts)

- La baisse récente des ressources financières et humaines du ministère de la Jeunesse s'est traduite par une réduction drastique des ambitions des politiques et des programmes de la jeunesse. La politique de la jeunesse de 1993 de la Guinée fait actuellement l'objet d'un examen.
- Les initiatives limitées menées actuellement se concentrent sur les questions sociales et sanitaires (par ex. le projet SIDA), ainsi que sur des projets de formation et des programmes nationaux de bénévolat simulés par le gouvernement et ne bénéficiant qu'à quelques personnes.
- L'ancien système des maisons de jeunes locales, où travaillent des personnes dévouées, reste une infrastructure de soutien viable au potentiel énorme.

Qu'arrive-t-il aux jeunes vulnérables ?

- La majorité des jeunes ne tombe pas dans la délinquance, le comportement antisocial ou la violence. Lorsque ces comportements existent, ils représentent le revers de la médaille d'un effort largement positif

des jeunes pour sortir d'une condition qui ne mène plus à la sécurité.

- En cherchant de nouvelles stratégies de survie, les jeunes s'alignent sur les grandes évolutions mondiales en cours, caractérisées par l'émergence des nouvelles technologies, le développement des influences et des contacts internationaux.
- Ceux qui ne parviennent pas à assurer leur propre avenir par les voies formelles ou informelles peuvent tomber dans le vagabondage, la petite délinquance, la prostitution, la drogue, etc.

Comment vivent les jeunes ?

Les jeunes restent généralement attachés aux valeurs civiques traditionnelles, qu'ils préservent dans leurs différentes activités leur permettant d'exprimer leur personnalité et leur mode de vie. Il s'agit notamment :

- d'activités liées à la musique et aux médias, et des sociétés de divertissement, de téléphonie mobile et Internet ;
- d'associations civiques qu'ils ont eux-mêmes montées ;
- de réseaux sociaux et familiaux développés ; et
- d'activités informelles dans le secteur du commerce ou de la fabrication, ou encore des services, tels que les salons de coiffure, le mototaxi ou encore la vente à la criée dans la rue.

Que doit faire l'État ?

- La politique nationale doit s'appuyer sur les activités des jeunes qui mêlent à la fois des sensibilités familiales, ethniques, religieuses et civiques, des opportunités commerciales, les avantages fournis par les nouvelles technologies et les styles d'éthique de la mission et de gestion transparente inspirés des ONG.
- Les maisons des jeunes doivent être entièrement repensées pour offrir une aide locale aux jeunes, en mettant l'accent sur l'égalité de l'accès aux services et des chances et des méthodes de travail participatives permettant de rompre avec le paternalisme.
- Les activités agricoles et artisanales informelles doivent être d'autant plus protégées que les pressions poussant à l'urbanisation des jeunes s'accroissent.
- Il importe de faire attention au développement de médias de masse d'information et d'analyse critique, de musique et autres industries culturelles, ainsi que de médias et de technologies accessibles aux jeunes.
- La justice officielle n'est pas à la portée des jeunes qui, en retour, ne lui font pas confiance. Il existe un

besoin urgent de disposer de formes traditionnelles et modernes d'arbitrage fiable et peu coûteuses pour minimiser l'escalade des litiges fonciers et autres problèmes associés à la poursuite de la modernisation.

- La police est largement considérée comme corrompue, inefficace et souvent hostile ou dangereuse. La réforme de la police s'impose de manière urgente.

Les modes d'expression des jeunes et l'émergence de nouvelles loyautés dans l'économie informelle signalent parfois une sortie partielle de la famille, de l'État et du monde professionnel.

- La politique sociale du gouvernement doit aborder la question du besoin que les parents ressentent de marier leurs filles. Les efforts menés pour élever l'âge de procréation doivent se poursuivre.
- Des groupes consultatifs et participatifs de jeunes doivent être créés dans l'ensemble des services gouvernementaux.
- Les associations professionnelles doivent être renforcées pour élargir les dispositifs d'apprentissage – éventuellement en coopération avec l'actuel projet Guinea Volunteer.

Que doit faire la CEDEAO ?

- Veiller à ce que le gouvernement national adopte et mette en place des politiques de la jeunesse adaptées à la situation actuelle.
- Effectuer des recherches sur le secteur informel, lequel constitue un pan essentiel de la vie de la région. Sans données adéquates, les politiques gouvernementales de la jeunesse ne pourront pas véritablement répondre aux besoins et au potentiel des populations jeunes.

Que doivent faire les agences bailleurs de fonds ?

- Établir un fonds pour les jeunes, fournissant de petites subventions et travaillant en concertation avec les maisons de jeunes, les ONG, les familles et le secteur privé.
- Organiser une conférence régionale Voix de la jeune Afrique visant à faire de la Guinée un acteur écouté au niveau régional, à égalité avec le Mali et le Burkina Faso.
- Apporter un soutien accru aux recherches portant sur la manière dont les ONG travaillent dans les régions frontalières et le rôle puissant joué par les croyances traditionnelles dans l'économie sociale en matière de conflit.